

11<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies  
sur le commerce et le développement  
matin & après-midi

CNUCED/XI/6  
16 juin 2004

**CNUCED XI : LES PRÉSIDENTS OUGANDAIS ET DOMINICAIN DÉNONCENT LES OBSTACLES  
AU DÉVELOPPEMENT RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL**

**La Conférence s'attaque aux questions de l'impact du système commercial multilatéral sur le  
développement et de la compétitivité des pays du Sud dans les secteurs les plus dynamiques**

Le thème de la contribution effective du système commercial international et des négociations commerciales au développement a été l'occasion pour le Président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, de se livrer, aujourd'hui à Sao Paulo, à une critique acerbe de la communauté internationale. La capitale économique du Brésil abrite, du 14 au 18 juin, la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED XI).

Le Président Museveni a logé Nord et Sud à la même enseigne en pointant d'abord du doigt les Africains, qu'il a qualifiés d'"indifférents, voire même d'ignorants" face aux enjeux du commerce international. A son continent "qui se complait dans une ère pré-industrielle", le Président ougandais a demandé de cesser de fredonner en chœur "le nouveau refrain à la mode qu'est l'annulation de la dette". Le Chef d'Etat ougandais a donc assigné à l'Afrique trois tâches prioritaires, à savoir l'accès aux marchés mondiaux, l'augmentation de la valeur ajoutée des produits d'exportation et le développement des infrastructures. Aux partenaires du Sud comme le Brésil, l'Inde ou la Chine, "qui clament l'autosuffisance chaque fois qu'une exportation africaine tente de traverser leur frontière", Yoweri Museveni a recommandé d'éliminer les barrières tarifaires et de faciliter l'accès sur leurs marchés des produits africains. Il a formulé la même demande aux pays du Nord, "qui freinent toute ambition commerciale des pays du Sud", en réclamant une prorogation, au-delà de 2005, des Initiatives AGOA des Etats-Unis et "Tout sauf les armes" de l'Union européenne.

"Il est temps de mettre fin aux stratégies qui consistent à baser l'essor économique du Nord sur la paupérisation continuelle du Sud", a renchéri le Président de la République dominicaine, Leonel Fernandez Reyna, dans une déclaration pas moins polémique vis-à-vis, en particulier, de ce qu'il a décrit "la duplicité" des Etats-Unis. Le Président Fernandez Reyna a prévenu que la pauvreté du Sud jouera un jour un mauvais tour aux intérêts des riches qui verront disparaître un par un leurs possibilités d'expansion commerciale. Tout comme son homologue de l'Ouganda, le Président dominicain a appelé les pays du Sud à miser à long terme sur le capital intellectuel national qui, exigeant le renforcement des capacités humaines, permettra leur intégration dans une économie mondiale de plus en plus fondée sur les connaissances.

(à suivre)

Les arguments présentés dans les longues interventions des deux Présidents ont été appuyés et étayés par les nombreux ministres et autres participants à la table ronde. Beaucoup d'entre eux ont jugé impératif de faire de l'élimination de la pauvreté la priorité des politiques commerciales. Les participants sont ensuite passés à la deuxième table ronde consacrée aux orientations et aux stratégies favorisant la compétitivité des pays en développement dans les secteurs les plus compétitifs. Ils ont convenu, avec les analyses de la CNUCED, que la réalisation des objectifs en la matière exige des stratégies nationales aux niveaux macroéconomique, sectoriel et microéconomique visant à mettre en place les compétences structurelles, institutionnelles et technologiques nécessaires.

La réalisation de ces objectifs exige aussi des politiques internationales favorables à l'amélioration de la compétitivité et de la capacité d'offre des pays du Sud. Pour les participants, il est donc impératif que les négociations commerciales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aboutissent à des accords sur des principes fondamentaux tels que l'ouverture des marchés, la latitude nécessaire à l'élaboration des politiques nationales, l'amélioration des systèmes préférentiels, la mobilisation des ressources, l'allègement de la dette et l'appui au renforcement des capacités.

Dans ce cadre, arguant de leurs avantages comparatifs dans le secteur de l'agriculture, de nombreux pays du Sud se sont étonnés que ce soit précisément ce secteur qui souffre le plus des barrières tarifaires et non tarifaires. Cette situation est d'autant plus surprenante, a par exemple ajouté le Ministre du commerce de la République-Unie de Tanzanie, que le caractère déterminant de ce secteur pour le développement a été admis par tous, compte tenu du phénomène de la pauvreté rurale. Représentant d'un pays hautement tributaire du secteur agricole, le représentant du Nicaragua a stigmatisé les prix artificiels des entrants imposés par des monopoles qui utilisent, de manière indue, les droits de propriété intellectuelle. Les iniquités commerciales dans d'autres secteurs, notamment du textile et des services, ont été mises en avant par des pays comme l'Inde.

Une nouvelle fois, ces pays ont vigoureusement dénoncé la politique des subventions agricoles pratiquée dans les pays du Nord, en appelant à une issue rapide des négociations, lancées à Doha en 2001, sur le "Cycle de développement". Trois ans se sont écoulés depuis que l'OMC a lancé ce Cycle, s'est exclamé le Ministre du commerce de la Suède, en stigmatisant le manque de volonté politique à l'origine des retards.

La CNUCED XI reprendra ses travaux en plénière, demain jeudi 17 juin, à partir de 9 heures.

**TABLE RONDE SUR LA CONTRIBUTION EFFECTIVE DU SYSTÈME COMMERCIAL INTERNATIONAL ET DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES AU DÉVELOPPEMENT**

Introduisant le thème, le Président de l'Ouganda, YOWERI K. MUSEVENI, a estimé qu'au lieu de travailler collectivement, la race humaine a pour grande faiblesse de faire face aux défis individuellement en employant des méthodes différentes. L'homme ne déploie jamais des efforts concertés même lorsque les occasions se présentent. Au lieu de saisir chaque occasion pour développer les capacités de résoudre les problèmes au profit de tous, l'homme abandonne l'altruisme au profit de l'égoïsme. Venant plus précisément à la question commerciale, le Président a indiqué qu'en 1999, le montant total des exportations mondiales s'élevait à 5 473 milliards de dollars alors que la part de l'Afrique n'était que de 112 milliards, soit 0,5%. Aujourd'hui, sur les 6 000 milliards, l'Afrique n'emporte que 1 900 milliards et les pays les moins avancés (PMA), seulement 35 milliards. Ce déséquilibre, a-t-il expliqué, résulte des barrières commerciales érigées par les pays occidentaux dits "partenaires au développement". Les fèves de cacao peuvent entrer sur leurs marchés sans taxe alors que ces mêmes pays imposent une taxe de 25% sur le cacao. Le message est clair, a fait remarquer le Président ougandais: "Si vous essayez de vous développer, vous êtes pénalisés". Le malheur est que les partenaires du Tiers-Monde privilégient les mêmes pratiques.

Que doit faire l'Afrique? s'est-il interrogé face aux barrières tarifaires de l'Inde ou de la Chine, en reconnaissant que cette situation n'aurait pu persister sans l'indifférence, voire même l'ignorance des pays africains eux-mêmes. Dénonçant le "masochisme" des Africains, il a fixé comme priorité l'accès aux marchés développés de l'Occident et des partenaires du Sud, l'augmentation de la valeur ajoutée des produits d'exportation, et le développement des infrastructures. Insistant sur ce dernier point, il a mis l'accent sur les routes et les communications pour un continent qui, au stade actuel, est à l'ère pré-industrielle. Pour ce continent, il ne s'agit pas d'"atténuer" la pauvreté mais bien de l'éliminer par une transformation sociale. Il faut d'ailleurs une transformation au niveau mondial, a-t-il dit avant de dénoncer aussi le "nouveau refrain" de l'annulation de la dette. À quoi sert d'annuler la dette du pauvre si on ne lui donne pas les moyens de devenir autonome? Ce n'est que tout récemment que l'Afrique a commencé de formuler la demande d'accès aux marchés après s'être contenté trop longtemps d'un soutien financier. On ne peut pas aborder un partenaire avec toute une kyrielle d'exigences sans en obtenir une contrepartie. Les trois piliers d'un tel partenariat sont l'accès aux marchés, l'augmentation de la valeur ajoutée et le développement des infrastructures, a martelé, une nouvelle fois le Président ougandais, en appelant ses homologues à ne plus fonder leurs politiques commerciales sur les seules matières premières. Pour un kilo de coton exporté, l'Afrique donne 10 dollars aux pays développés, a-t-il dit en mettant ainsi l'accent sur la plus-value que les pays importateurs tirent de ce commerce.

Le Président Museveni a défini trois étapes. La première vise à cesser les modes de production de subsistance et de produire non plus seulement pour établir une sécurité alimentaire mais également pour obtenir des liquidités. Il faut ensuite augmenter la valeur ajoutée et développer par exemple l'agro-industrie ou l'industrie pétrolière. La troisième étape doit avoir pour objectif de développer le capital intellectuel national, ce qui exige au préalable le renforcement des ressources humaines par l'éducation. Dans le monde actuel, un pays comme le Japon est bien plus riche qu'un pays comme l'Arabie saoudite, a ajouté le Président pour illustrer ses propos. Il s'est félicité des Initiatives AGOA et "Tout sauf les armes", mises en œuvre respectivement par les États-Unis et l'Union européenne, en souhaitant que ces arrangements se

poursuivent au-delà de 2005. Il a appelé ses collègues africains à faire pression en ce sens et à appuyer fermement toute initiative visant à éliminer les tarifs et les quotas. Nous luttons avec l'Occident, l'Asie et l'Amérique latine qui nous ferment leurs marchés alors que les Américains nous ouvrent le leur grâce à l'Initiative AGOA III, a-t-il insisté, en estimant qu'il est temps que l'Asie et l'Amérique latine appuient l'AGOA. L'heure du développement égal a sonné, a conclu le Président en faisant remarquer que si le reste du monde consommait autant que les Américains, le commerce mondial bénéficierait enfin à tous.

Le Président élu de la République dominicaine, M. LEONEL FERNANDEZ REYNA, a déclaré que la réflexion sur le développement social avait beaucoup progressé ces 50 dernières années. L'interdépendance créée par la mondialisation a rendu les pays développés de plus en plus tributaires des pays en développement et vice-versa. Le PNB des pays en développement a cependant connu une baisse drastique depuis les débuts de la mondialisation de l'économie. La pauvreté des pays du Sud jouera finalement contre les intérêts des pays riches. Si l'on n'élimine pas totalement la pauvreté dans les pays du Sud, les pays du Nord seront privés de toute possibilité d'expansion pour leurs échanges commerciaux. Il est donc temps de mettre fin aux stratégies qui consistent à garantir l'essor économique du Nord en misant sur la paupérisation continuelle du Sud.

Il faudrait fonder les nouvelles stratégies nationales sur le renforcement de la démocratie et l'établissement de l'Etat de droit. Le renforcement des capacités humaines permettra de créer un capital intellectuel national permettant de s'intégrer à une économie basée sur les connaissances. Les nombreux pays qui sont restés longtemps tributaires d'un seul produit d'exportation doivent pouvoir diversifier leurs activités en se lançant dans les secteurs de services. C'est ce que s'efforce de faire la République dominicaine. Les pays de la région d'Amérique latine et des Caraïbes ont bénéficié d'un régime préférentiel qui leur a permis d'exporter un certain nombre de produits sur le marché américain sans taxes. Ce régime préférentiel leur a aussi permis de créer des zones de libre-échange qui ont longtemps été le moteur de leurs économies nationales. Mais aujourd'hui, ce modèle, basé sur le travail intensif, doit s'effacer au profit d'un autre modèle, basé sur l'intensité du capital. Notre région doit désormais s'orienter vers une économie basée sur les connaissances. Tout en reconnaissant les iniquités et les asymétries du système international, il est indispensable que la communauté internationale donne aux pays en développement la possibilité de développer leurs infrastructures de base et leurs ressources humaines. Nous trouvons d'autre part anormal que ceux qui prôchent la libéralisation à outrance pratiquent au même moment des politiques protectionnistes. C'est le cas pour l'acier aux Etats-Unis et pour les produits agricoles en Europe. La République dominicaine et les pays qui sont dans la même situation qu'elle, s'inquiètent de la multiplication de négociations bilatérales visant la création de zones de libre-échange. Alors que les Etats-Unis négocient avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour créer une zone commune d'échanges, pourquoi les Etats-Unis engagent-ils dans le même temps des pourparlers bilatéraux avec le Chili afin de parvenir au même résultat? Cette stratégie affaiblit notre capacité commune de négociation, a regretté le Président élu de la République dominicaine.

Le Ministre du commerce et de la consommation du Sri Lanka a indiqué que le Gouvernement sri lankais restait attaché à la mise en place d'une économie de marché. L'agriculture est un secteur clef de l'économie du Sri Lanka qui espère que les objectifs de négociations fixés à Doha seront respectés et atteints. Plus d'un million de Sri Lankais sont dépendants du secteur de l'agriculture, et nous espérons que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prendra en compte les demandes, faites par le Sri Lanka

et les autres petits pays, sur cette question. Le programme de Doha ne doit pas s'achever entre d'un côté des vainqueurs et de l'autre des vaincus. Il faut que les gains des négociations soient équitablement répartis entre tous les groupes de pays. Pays exportateur de main d'œuvre, les ressources financières du Sri Lanka sont de plus en plus dépendantes des envois qu'effectuent les travailleurs sri lankais résidant à l'étranger. Notre pays souhaite que des mesures en vigueur en matière d'immigration soient discutées de façon positive dans les forums internationaux afin de garantir la libre circulation des personnes.

Le Ministre d'Etat chargé du commerce, de l'industrie et du développement national de Singapour a estimé que les négociations commerciales devraient respecter les politiques nationales de développement des différents pays. Singapour soutient l'ouverture à l'extérieur et est partisan d'une ouverture des marchés. Quand Singapour s'est séparé de la Fédération de Malaisie en 1965, il n'avait pas d'autre choix que de baser son économie sur les exportations. Singapour est aujourd'hui le 15<sup>ème</sup> exportateur mondial, et sa survie en tant que nation dépend du libre commerce. Ce commerce doit cependant s'appuyer sur un tissu de facteurs nationaux cohérents. Singapour s'est efforcé dès le début de créer un cadre transparent d'investissements. Nous pensons que les pays devraient créer un environnement économique et législatif interne sain, qui leur garantisse une stabilité politique et sociale. Le niveau d'éducation, dont dépend la qualité du capital humain, doit recevoir plus d'investissements. Le système des Nations Unies peut jouer à cet égard un important rôle de soutien aux pays qui n'ont pas pu suivre les récentes évolutions technologiques.

Intervenant à son tour, la Ministre chargée de la coopération pour le développement auprès du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a demandé des précisions sur les progrès accomplis dans le cadre des Objectifs de développement du Millénaire (ODM). L'objectif de réduire de moitié le niveau de pauvreté d'ici à 2005 ne sera pas atteint au rythme actuel de mise en œuvre des engagements pris lors du Sommet du Millénaire et de la Conférence sur le financement du développement, a-t-elle fait remarquer. La crédibilité politique des pays développés est en jeu. Les Pays-Bas ont transmis hier au Président du Brésil un document sur la manière dont ils se sont acquittés de leurs obligations. L'aide publique au développement (APD) consentie par les Pays-Bas constitue aujourd'hui 0,8% du PIB, ce qui est supérieur à l'objectif de 0,7% du PIB auquel s'était engagé son pays, a indiqué la Ministre. Les droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'eau figurent dans tous nos programmes d'aide. Les Pays-Bas entérinent la position de l'Union européenne selon laquelle les besoins des pays en développement devraient être au centre des négociations de Doha. Notre pays est contre tout dogmatisme qui voudrait imposer à tous les pays une seule politique de développement. Nous demandons par ailleurs aux gouvernements qui ont accordé aux pays en développement des régimes d'accès préférentiels en matière textile d'assouplir les règles d'origine de ces produits.

Dans son intervention, le Ministre du commerce du Bangladesh a déclaré que la part des pays en développement, et notamment les PMA dans le commerce mondial, avait décliné de manière sensible au cours de ces dernières années. L'imposition de tarifs élevés par les pays riches est la principale cause de cette érosion. Les produits textiles du Bangladesh, par exemple, sont tellement taxés qu'il est difficile de les vendre sur le marché américain. Les pays du Sud ne devraient accepter aucune notion de réciprocité dans les négociations du cycle de Doha. Les secteurs d'intérêt pour les pays en développement devraient faire l'objet de négociations

justes et rapides. Les protections agricoles en vigueur dans les pays du Nord portent beaucoup de préjudice aux pays du Sud. C'est pourquoi, il est essentiel de démanteler les régimes de subvention et les barrières protectionnistes érigés par les pays riches dans ce domaine.

Le Ministre des investissements et de la privatisation du Pakistan a pour sa part estimé que le commerce ne pouvait être un moteur de développement tant que de nombreux pays ne participent pas vraiment au système d'échange mondial. En outre, il n'existe aucune automaticité entre le commerce et le vrai développement. Sur le plan social, il faut reconnaître que la plupart des populations pauvres des pays du Sud vivent dans des régions rurales et dépendent donc essentiellement de l'agriculture. Des efforts doivent donc être faits dans ce domaine en vue de leur donner une juste rémunération de leur travail.

A son tour, le Ministre du commerce de l'Iran a insisté sur le renforcement des ressources humaines et la création d'un système commercial équitable. Les pays du Nord doivent modifier leur attitude à l'égard des pays du Sud, a-t-il poursuivi en dénonçant les normes écologiques ou juridiques imposées par l'OMC aux exportations des pays du Sud. Avant de conclure, il a appelé au développement des relations commerciales Sud-Sud. Pour ce faire, a-t-il insisté, il faut augmenter les investissements, accélérer le transfert des technologies, renforcer les compétences en matière de gestion, et éliminer les obstacles structurels du commerce international. Il a aussi critiqué les procédures de l'OMC qui obligent les pays du Sud à prendre des engagements dépassant leur niveau de développement. La réforme des institutions mondiales devient urgente, compte tenu de leur incapacité à corriger les inégalités actuelles, a renchéri le Ministre des affaires étrangères, du commerce international et de la coopération régionale de Maurice. Le commerce ne pourra profiter aux pays en développement tant que les relations commerciales ne seront pas fondées sur des accords commerciaux négociés équitablement, a prévenu le Ministre en mettant l'accent sur la question des exportations des produits agricoles. Les 40 milliards de dollars de subventions annuelles, octroyés par les pays du Nord, sont une distorsion du système commercial, a dénoncé à son tour, le Ministre des relations extérieures de l'Uruguay qui a plaidé pour l'intégration régionale et le renforcement de la coopération Sud-Sud. Sur le plan national, le Ministre du commerce de la République de Corée a rappelé que son pays avait été classé parmi les pays les plus pauvres du monde pour se retrouver aujourd'hui 12<sup>ème</sup> puissance industrialisée. Le Ministre a indiqué que c'est une forte concurrence du commerce mondial qui a poussé les dirigeants coréens à mettre en œuvre une politique économiquement saine. La concurrence a conduit le Gouvernement à rationaliser la structure économique du pays et à accroître sa productivité. Le défi a été de trouver les ressources nécessaires aux investissements et c'est là que les revenus tirés du commerce se sont avérés être la solution. En matière de politique commerciale, a préconisé le Ministre, le Gouvernement doit adapter ses liens avec le secteur privé à l'évolution économique du pays. La politique de privatisation, de libéralisation commerciale et de promotion des investissements nationaux et étrangers ont eu pour résultat une croissance de 6% pour les 10 dernières années, a indiqué le Ministre des affaires étrangères du Soudan qui a, par ailleurs, signalé la signature par son Gouvernement d'accords de paix avec les pays "frères" du Sud. Les efforts de paix déployés par le Gouvernement soudanais permettront au pays de finaliser son adhésion à l'OMC, a affirmé le Ministre. Le Soudan fait partie des 25 pays les moins avancés qui ont le mieux saisi la chance de la mondialisation, a-t-il conclu.

**TABLE RONDE SUR LES ORIENTATIONS ET LES STRATÉGIES FAVORISANT LA  
COMPÉTITIVITÉ DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS LES SECTEURS LES PLUS  
DYNAMIQUES DU COMMERCE**

La vérité est claire, car en remboursant leur dette, les pays en développement financent le développement des pays du Nord en réglant l'équivalent de six fois le Plan Marshall, a affirmé le Ministre du commerce extérieur et de la coopération internationale de Guyana. Prônant l'intégration régionale, il a toutefois prévenu, que dans les circonstances actuelles, le coût de cette intégration pourrait dépasser ses avantages. L'assistance doit être adéquate et ciblée avec précision. En recherchant à intégrer des normes économiques aux facilités de développement et, par conséquent au commerce, a estimé le Ministre guyanais, l'Union européenne doit mettre en place des fonds structurels et de cohésion pour permettre aux économies faibles de se développer de manière adéquate. La question de l'érosion des préférences est un problème réel, a-t-il poursuivi en souhaitant que les arrangements soient maintenus pour faciliter la transformation des pays les plus faibles. Les systèmes de préférences et les autres préférences commerciales multilatérales contribuent de manière notable à améliorer l'accès des pays en développement aux marchés étrangers, a insisté le Ministre du commerce du Maroc. Il faut les rendre plus stables, régies par des conditions d'utilisation mieux adaptées aux capacités de production, de commercialisation et de logistiques, et élargir le nombre des pays bénéficiaires ainsi que la liste des produits visés.

Le Ministre adjoint du commerce international et de l'industrie de la Malaisie a indiqué que son pays avait créé des zones de développement et d'investissement privilégiées dans les domaines des techniques d'information et de communication (TIC) et des biotechnologies. Le Multimedia Super Corridor et la Bio-Valley, situés près de Kuala Lumpur répondent à cet objectif. Les biotechnologies sont un secteur d'avenir pour la Malaisie, qui investit dans la recherche et le développement et renforce ses capacités humaines à travers des programmes d'éducation pouvant lui fournir les personnels dont elle a besoin pour développer cette économie du savoir. Nous attendons de la CNUCED un rôle d'appui à la recherche et un soutien à l'identification de marchés pour la commercialisation de nos produits.

Pour sa part, le Ministre adjoint des affaires étrangères de l'Indonésie a indiqué que la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay s'était soldée par la marginalisation de nombreux pays en développement, les pays riches n'ayant pas respecté les engagements qu'ils avaient alors pris. La pauvreté s'est de ce fait étendue dans les pays du Sud. Nos pays ont besoin de recouvrer une marge d'action et de formulation de politiques qui réponde à leurs propres intérêts économiques. Il faut que les systèmes commerciaux et financiers mondiaux soient adaptés aux besoins de nos pays, a insisté le Ministre indonésien. Nous avons aussi besoin d'un meilleur accès aux marchés des pays riches et de l'élimination des nombreuses barrières tarifaires et non tarifaires qui existent en ce moment. Concernant l'Indonésie, les mesures d'appui revêtent, a-t-il estimé, une importance particulière. Les pays riches devraient nous donner un meilleur accès à l'investissement étranger direct (IED) et aux transferts de technologies. D'autres questions à résoudre ont trait aux pandémies et maladies qui affectent les populations du Sud et menacent leur développement en diminuant leur compétitivité.

Le Ministre adjoint du commerce du Zimbabwe a déclaré que son pays était, comme de nombreux Etats en développement, un fervent partisan du multilatéralisme. Pour nous donner une chance de sortir de la situation actuelle, caractérisée par la pauvreté, nous avons besoin d'un cadre d'échange multilatéral équitable. Le programme de Doha ne pourra être réalisé sans un changement radical dans les rapports entre riches et pauvres. Nous ne demandons pas une quelconque "aide", mais plutôt la justice. Nous demandons que l'on cesse de nous imposer des politiques et des conditionnalités. Le Zimbabwe veut de véritables relations de partenariat, et non pas l'aumône.

Poursuivant le débat, le représentant de la Zambie a indiqué que son pays figure au nombre des pays qui n'ont pu absorber les chocs résultant de la libéralisation de l'économie. À moyen terme, le niveau de pauvreté de la Zambie est passé de 50% à 70%, en dix ans. Ce n'est qu'au cours de ces quatre dernières années que l'économie a atteint un taux de croissance de 4%, qui ne s'est pourtant pas traduit par une hausse du niveau de vie. Pour optimiser les avantages du commerce international, il faut, outre des politiques nationales saines, un climat international positif. Il faut donc, a préconisé le représentant, lancer de nouvelles initiatives afin de renforcer la capacité d'offre des pays faibles par le transfert, à des conditions préférentielles, des technologies; encourager les flux des IED régionaux, mettre en place des systèmes de préférences; et édicter des mesures spéciales en faveur des pays les plus faibles. Ces pays pourraient pourtant tirer le meilleur parti du commerce agricole, a ajouté le Vice-Ministre de l'industrie et du commerce du Mozambique en dénonçant, à son tour, la politique des subventions agricoles pratiquée dans les pays du Nord. Il a prôné la mise en place d'un système de règles d'origine souples et réalistes qui tiendrait compte du développement industriel et technologique des pays les moins avancés (PMA). Il a aussi prôné l'élimination progressive des obstacles tarifaires et non tarifaires ainsi que la mise en œuvre des dispositions relatives à la liberté de mouvement des personnes.

L'imposition de normes sanitaires et techniques aux exportations des pays du Sud doit inciter les pays du Nord à intensifier leur aide, a poursuivi dans le même registre le Ministre du tourisme, du commerce et de l'industrie de l'Ouganda qui a également dénoncé la chute des prix des produits de base. Ces défis doivent être relevés de manière urgente, a insisté le Ministre.

Prenant à contre-pied des propos échangés jusqu'ici, le Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Barbade s'est demandé comment un pays dont le PIB est plus petit que celui d'une société transnationale de taille moyenne peut participer au système commercial multilatéral et assurer sa croissance. Les barrières tarifaires encouragent l'industrie de pays comme la Barbade et le processus de leur démantèlement, prôné par l'OMC, doit être conforme aux réalités nationales, a-t-il proposé. L'automatisme de ce démantèlement entraînerait des pertes incalculables pour des économies de cette taille, a-t-il insisté. Représentant d'une "grande économie", le Ministre du commerce du Nigéria a dénoncé les pratiques menées par les sociétés transnationales pour empêcher la concurrence et les barrières tarifaires et non tarifaires érigées par les pays du Nord. Il les a appelés à donner un nouvel élan aux négociations lancées par l'OMC à Doha sur le "Cycle du développement". En l'occurrence, il a, à son tour, souhaité que les accords régionaux ne contribuent pas à introduire des normes qui vont au-delà de ce qui a été convenu à l'échelle internationale.

Prenant à son tour la parole, le Ministre du commerce et de l'industrie de la Suède a tenu à préciser que personne ne mettait en doute les bénéfices que le commerce pouvait apporter au développement. Malheureusement, depuis Doha, trois années se sont écoulées sans que les négociations commerciales visant à aider les pauvres n'aient pu progresser. L'aide que les pays riches sont censés accorder aux pays pauvres est gaspillée en procédures bureaucratiques et en opérations qui ne bénéficient nullement aux économies des pays récipiendaires. Le statu quo actuel semble constituer maintenant un choix politique. La Suède estime que les pays pauvres devraient avoir plus de possibilités pour s'intégrer aux échanges mondiaux. Il faut que les règles de l'OMC deviennent plus acceptables. Il revient ensuite à chaque pays d'élaborer une législation nationale qui lui permette de profiter au maximum des opportunités qui lui sont offertes. Il faut aussi mettre fin au gaspillage et à la corruption.

Pour le Ministre du commerce et de l'industrie du Kenya, le commerce mondial doit être au cœur de la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire. Il faut être en mesure de déterminer les raisons et circonstances qui ont fait que certains pays aient pu profiter de la mondialisation alors que d'autres sombraient dans la pauvreté. Les pays en développement ne doivent plus être considérés comme de simples supermarchés où les pays riches déversent leurs produits. Les pays pauvres ont besoin d'investissements dans les infrastructures. Il faut aussi qu'il y ait des synergies entre les investissements dans l'infrastructure et le développement. Cette infrastructure doit servir l'intégration et l'enracinement du développement dans les régions pauvres tout en leur permettant de devenir globalement compétitives. Il est par ailleurs inacceptable que les partenaires de nos pays, par exemple l'Union européenne, emploient un langage différent selon les instances où ces partenaires s'expriment. Le discours, tenu par l'Union européenne avec le Groupe ACP, est curieusement différent de celui qu'elle tient avec le Groupe des 77 à Genève, ou avec les pays d'Afrique à Bruxelles. Nous aimerions qu'il y ait plus de cohérence dans ces échanges.

Le Vice-Ministre du commerce et du développement économique de l'Arménie a relevé que du temps de la guerre froide, son pays avait pu mettre en place une économie sophistiquée fournissant l'Union soviétique dans des secteurs de haute technologie. Après les grands changements géopolitiques, cette réalité a complètement changé. Pays en transition, l'Arménie a dû redéfinir les bases de son économie après avoir perdu ses débouchés traditionnels d'Europe centrale et de l'Est. Le PIB de notre pays, a indiqué le Vice-Ministre arménien, a alors baissé de plus de 50%. Mais, depuis quelques années la croissance économique s'est améliorée. La part des services et de l'agriculture s'est accrue, et nous avons créé de nouvelles structures de production pour améliorer la qualité de nos produits. L'Arménie est membre de l'OMC depuis 2003, et le Gouvernement a décidé de concentrer ses investissements dans le secteur des TIC.

Le Ministre adjoint de l'économie du Portugal a dit que son pays soutenait la décision de l'Union européenne d'exempter de droits d'entrée, à quelques exceptions près, les produits en provenance des PMA. Nous pensons qu'il est essentiel de réaffirmer les engagements pris lors des grandes conférences internationales et notamment lors de la CNUCED X à Bangkok. Nous devons appuyer le développement du commerce Sud-Sud, qui aiderait énormément les pays les plus défavorisés. Le Portugal soutient en outre le démantèlement des barrières tarifaires qui affectent l'entrée des produits des pays du Sud sur les marchés développés. Le tourisme, qui génère des emplois, devrait être encouragé. A cet égard, nous avons accueilli à Lisbonne une réunion sur le tourisme et aimerions que la CNUCED en diffuse les résultats.

Intervenant également, le représentant de l'Inde a souligné les principes cardinaux du futur système commercial en citant la libéralisation générale du commerce dans les secteurs où les pays en développement ont un avantage comparatif comme l'agriculture, le textile et la sous-traitance des services. Il faut aussi donner un meilleur accès à l'exportation de la main-d'œuvre des pays du Sud dans les secteurs des biens et des services. De plus, les secteurs sensibles des pays en développement doivent être soutenus et renforcés. Insistant aussi sur la nécessité d'augmenter la valeur ajoutée des produits du Sud, le représentant a requis, en définitive, un espace où la communauté internationale pourra agir au mieux. Le représentant a ensuite commenté "deux grands domaines" où l'Inde espère générer des bénéfices. Il a d'abord cité le secteur du textile puis celui des services. Le secteur du textile pourrait produire en Inde quelque 27 millions d'emplois et 42 milliards de revenus à l'exportation s'il était réellement libéralisé, a indiqué le représentant indien.

Fustigeant, pour sa part, un rapport "malencontreux" de la CNUCED qui a indiqué que son pays n'avait pas profité du processus d'intégration, le représentant du Mexique a appelé à dépasser la conception simpliste selon laquelle le libre échange est la principale source de croissance. La stratégie d'intégration mexicaine, a-t-il expliqué, se fonde sur des réseaux de traités bilatéraux et multilatéraux de libre échange qui ont fait du pays le premier exportateur d'Amérique latine et le plus important récipiendaire d'IED du monde en développement. La politique commerciale n'est qu'un élément des politiques de croissance et de développement économique, a-il répété en mettant l'accent sur la nécessité d'accompagner ces politiques de réformes structurelles, en particulier pour ce qui est de l'expansion des PME et de l'amélioration des infrastructures. Il faut aussi les accompagner d'une politique fiscale saine pour répondre aux besoins sociaux, a conclu le représentant.

L'importance des réformes structurelles et de la bonne gouvernance économique et politique a été soulignée par la représentante du Gabon. Le futur système commercial multilatéral, a-t-elle aussi estimé, doit, pour être efficace, intégrer les logiques d'intégration économique régionale et sous-régionale. Elle a appuyé les propos du Président ougandais sur la nécessité, pour les pays africains, d'augmenter la valeur ajoutée de leurs produits d'exportation. La trop grande dépendance à l'exportation de deux ou trois produits de base a été particulièrement soulignée par le représentant du Nicaragua qui a indiqué que sur les 141 pays en développement, 81 pays dépendent à environ 50% de ces produits de base. Il a donc vigoureusement dénoncé les fluctuations des prix avant de mettre l'accent sur le lien qui existe entre ces produits de base, la dette et le financement. Représentant d'un pays hautement tributaire du secteur agricole, le représentant nicaraguayen a, en plus, stigmatisé les prix artificiels des entrants imposés par des monopoles qui utilisent, de manière indue, les droits de propriété intellectuelle.

Le représentant de la Thaïlande a déclaré que les pays en développement avaient du mal à s'intégrer à la mondialisation du fait de l'évolution rapide des règles commerciales et des connaissances. Nous sommes cependant heureux de noter que les négociations du Cycle de Doha ont repris à Genève, et espérons qu'elles aboutiront en tenant compte des intérêts des pays en développement. La question du commerce doit être examinée sous l'angle du développement, afin de permettre l'adoption de règles souples.

Pour sa part, la Secrétaire du Ministère des affaires étrangères de Cuba a indiqué que la plupart de recettes des pays en développement étaient consacrées au paiement du service de la dette extérieure. Les obstacles posés à leur commerce les empêchent par ailleurs d'accéder aux marchés des pays développés, dans la mesure où ces derniers accordent des subventions considérables à la production et à l'exportation de leurs produits agricoles. Le manque de ressources humaines qualifiées vient s'ajouter aux inconvénients que subissent les pays du Sud. C'est pourquoi, il faut encourager le développement de produits de substitution dans les pays pauvres, de manière à remplacer les produits importés et leur permettre de préserver une capacité de production.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rappelé que le multilatéralisme devait s'appuyer sur des règles qui soient ensuite respectées par tous. Son pays, a-t-il dit, estime que la question agricole est au coeur de toute résolution des problèmes qui se posent au Cycle de Doha. Une libéralisation trop rapide des échanges commerciaux peut nuire aux pays les plus fragiles et les plus vulnérables. Les bénéfices de la mondialisation devraient profiter à tous.

Pour l'Italie, a dit son représentant, le commerce constitue une part essentielle du développement. Le traitement différencié doit être mieux utilisé au sein de l'OMC pour donner plus de chances aux pays en développement. Des négociations supplémentaires s'imposent dans le secteur des services. Les PMA ont besoin de nouveaux instruments pour pouvoir participer à l'économie mondiale, et c'est dans cette optique que l'Italie soutient le programme "Tout sauf les armes" de l'Union européenne en faveur des exportations des PMA. L'assistance technique devrait être renforcée dans le secteur des produits de base. Les pays en développement pourraient obtenir plus de valeur ajoutée en transformant eux-mêmes leurs matières premières. Ceci les aiderait à diversifier leur base économique.

Le commerce est un moteur plus efficace pour le développement que l'assistance, a souligné le représentant du Canada. Il a toutefois estimé que pour qu'il en soit ainsi, le système commercial multilatéral doit être transparent et tenir compte des préoccupations des pays en développement. Le succès du Cycle de développement de Doha serait, en conséquence, une évolution positive, a-t-il dit en soulignant l'importance du secteur privé et d'un environnement économique qui lui soit favorable. Les politiques en faveur des pauvres et les programmes tenant compte de l'égalité entre les sexes et de la protection de l'environnement sont des éléments fondamentaux pour promouvoir le développement, a encore ajouté le représentant canadien qui a été appuyé en ce sens par le représentant du Népal. Ce dernier a insisté notamment sur l'urgence de faire du système commercial un espace ouvert et non discriminatoire, en particulier dans le domaine agricole. L'érosion des préférences, a-t-il dit en appui aux propos tenus précédemment, exige un mécanisme nouveau qui prévoit des règles simplifiées. Voilà les domaines qui demandent un engagement clair de la communauté internationale, en s'exprimant au nom des PMA.

Nous en sommes à un tournant où la sagesse, la coutume et l'expérience sont plus importantes que les connaissances pour relancer le développement, a commenté la représentante du Venezuela. La question de la cohérence entre les stratégies nationales de développement et les stratégies internationales du commerce est un véritable défi. Il faut être humble et faire preuve de créativité, a-t-elle encore souligné en préconisant d'augmenter le financement extérieur à des conditions plus souples et compatibles avec les réalités endogènes. En la matière, elle a appelé à une accélération du transfert des technologies dont l'utilisation doit respecter les traditions des populations autochtones. Elle a aussi souhaité que le système commercial multilatéral repose sur la légitimité

des marchés des pays pauvres, en particulier celle des PME et des microentreprises qui sont la source principale d'emplois dans les pays du Sud. Humanité, solidarité, respect, dignité et justice, tels doivent être les mots clefs du nouveau système commercial, a-t-elle conclu.

L'Afrique a trop donné au monde. Elle a donné ses ressources humaines, ses ressources naturelles et ses produits de base, a ajouté, pour sa part, la représentante de l'Union africaine(UA) en précisant que l'Organisation a été créée pour prendre en charge les questions socioéconomiques du continent qui ont été trop longtemps traitées par les puissances. Elle a, dans ce cadre, attiré l'attention sur l'Initiative pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et sur la position que les dirigeants de l'Union africaine ont définie en prévision de la future réunion de l'OMC. Pour conclure cette table ronde, le représentant de Third World Network a plaidé pour une aide effective en faveur des pauvres des milieux ruraux de pays en développement qui n'ont pas les infrastructures nécessaires à leur expansion commerciale. Il a donc proposé que la priorité soit de faciliter les exportations des pays en développement. A son tour, il a estimé que le futur système commercial doit corriger les déséquilibres entre les importations et les exportations. L'OMC devrait donc éviter d'aggraver le déséquilibre actuel, a-t-il dit en se félicitant, dans ce contexte, du Cycle de développement de Doha tout en voyant le risque de voir disparaître des dispositions essentielles pour le secteur de l'agriculture. Il a aussi argué que les réductions tarifaires aux importations que l'on veut imposer aux pays en développement ne peuvent que compromettre leur croissance. Il s'est dit préoccupé du fait que les taxes proposées actuellement, notamment par les Etats-Unis, contiennent la formule non linéaire qui aurait le même effet. L'acceptation de cette formule ferait qu'un pays pratiquant un tarif de 14% verrait ce dernier réduit à 7%. Le risque de désindustrialisation est donc bien réel aujourd'hui, a-t-il prévu en rejetant cette formule au profit d'une autre qui tiendrait compte des préoccupations des pays en développement. Commentant les questions de Singapour, il a argué qu'en l'état actuel, les textes négociés limiteraient l'espace politique dont disposent les pays du Sud pour élaborer leurs stratégies de développement.

Enfin, le Secrétaire général de la CNUCED a fait part de plusieurs idées dont celle de mettre en place des réseaux de banques d'importations et d'exportations pour promouvoir les échanges. Il serait également bon, a-t-il dit, de créer des réseaux d'accords commerciaux régionaux pour combler les lacunes qui existent dans les relations entre les différents continents. Rubens Ricupero a aussi évoqué la création d'un partenariat mondial sur les produits de base qui rassemblerait diverses organisations et la société civile pour réfléchir, par exemple, au problème de la diversification. Il a, pour finir, fait part du travail en cours pour peaufiner les concepts qui permettraient de voir si les négociations commerciales tiennent vraiment leurs promesses en matière de développement.

\* \* \* \*

(à suivre)